



Conseil économique et social

Distr.: Limitée
15 mars 2007

Français
Original: Anglais

Commission des stupéfiants

Cinquantième session

Vienne, 12-16 mars 2007

Projet de rapport

Rapporteur: Oleh **Herasymenko** (Ukraine)

Additif

Questions administratives et budgétaires

A. Structure du débat

1. À sa 1280^e séance, le 15 mars, la Commission a examiné le point 10 de l'ordre du jour, intitulé "Questions administratives et budgétaires". Pour l'examen de ce point, la Commission était saisie des documents suivants:

a) Rapport du Directeur exécutif sur l'esquisse du budget consolidé de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime pour l'exercice biennal 2008-2009 (E/CN.7/2007/12-E/CN.15/2007/15);

b) Rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires sur l'esquisse du budget consolidé de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime pour l'exercice biennal 2008-2009 (E/CN.7/2007/13-E/CN.15/2007/13).

2. Une déclaration liminaire a été faite par le Directeur de la Division de la gestion de l'Office des Nations Unies à Vienne et de l'ONUDC. Le Président de la Commission a aussi pris la parole. Des déclarations ont également été faites par les représentants des pays suivants: Allemagne (au nom de l'Union européenne), Pérou (au nom du Groupe des États d'Amérique latine et des Caraïbes), Australie, Liban et États-Unis d'Amérique.



B. Délibérations

3. Les représentants se sont félicités de l'augmentation du budget-programme prévu, perçue comme une marque de confiance dans le travail de l'ONUDC. L'observateur de l'Union européenne a estimé que le budget pour l'exercice biennal 2008-2009 devrait être fondé sur des estimations réalistes de recettes et sur la capacité de l'ONUDC à mettre en œuvre les augmentations prévues. Tout en saluant la réduction du solde excédentaire et l'élargissement de la base de donateurs, il a encouragé l'ONUDC à envisager d'établir une partie de son budget en euros afin d'en améliorer la gestion financière. Il a aussi souligné tout particulièrement qu'il fallait baser le budget consolidé pour l'exercice biennal 2008-2009 sur la stratégie à moyen terme, de sorte qu'il soit plus axé sur les résultats. Une représentante a indiqué que le Gouvernement de son pays s'inquiétait de ce que l'augmentation du programme prévu pour la région de l'Asie et du Pacifique était bien inférieure à celles qui étaient prévues pour d'autres régions. Le représentant du Pérou, s'exprimant au nom du Groupe des États d'Amérique latine et des Caraïbes, s'est félicité de l'augmentation prévue du budget-programme et a noté qu'elle concernait en grande partie les arrangements de partage des coûts financés par les États d'Amérique latine et des Caraïbes. Il a aussi souligné qu'il fallait baser le budget sur la stratégie à moyen terme.

4. S'agissant du financement, tous les orateurs ont noté le déséquilibre croissant entre les fonds volontaires à des fins spéciales et les fonds à des fins générales et la faible part que continue de représenter le financement au titre du budget ordinaire. Un représentant a demandé au Secrétariat d'établir, en même temps que le budget de l'ONUDC pour l'exercice biennal 2008-2009, une liste détaillée des mandats qui n'ont pas reçu de fonds suffisants au titre du budget ordinaire. Il a demandé également que des informations détaillées sur l'utilisation des ressources à des fins générales continuent d'être fournies aux États Membres d'une manière transparente. Un autre représentant a remercié les États qui avaient apporté des contributions en nature aux bureaux de l'ONUDC, mais a également estimé que l'utilisation de l'expression "sous réserve de la disponibilité de ressources extrabudgétaires" dans les résolutions adoptées par la Commission restreignait la bonne application de celles-ci. La représentante des États-Unis a vivement appuyé les initiatives de gestion engagées par l'ONUDC, et déclaré que le gouvernement américain maintiendrait le niveau de ses contributions à des fins générales pour 2007. Elle s'est félicitée également de l'imputation appropriée des coûts directs aux projets, en tant que moyen d'améliorer la gestion financière, et a souligné que l'ONUDC devrait continuer à garantir le plus haut niveau d'efficacité et d'intégrité pour que les États Membres tirent le meilleur parti de leur investissement dans l'institution.

5. Le Président de la Commission a appelé tous les représentants des États Membres à convaincre leurs collègues, dans leurs capitales comme dans leurs missions permanentes au Siège de l'ONU, de l'importance qu'attachait la Commission à l'action de l'ONUDC. Il a souligné que cette action était hautement prioritaire pour l'ONU, même si moins de 1 % de l'ensemble des ressources de l'ONUDC provenaient du budget ordinaire de l'ONU. Il a également appelé les États Membres à trouver des méthodes nouvelles et plus efficaces pour financer les activités de l'Office.

6. Le Directeur de la Division de la gestion a noté avec satisfaction que le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires avait pris acte des améliorations apportées à la présentation du budget et que, globalement, les commentaires faits par les États Membres sur l'esquisse du budget consolidé pour l'exercice biennal 2008-2009 étaient positifs. En réponse aux préoccupations soulevées par les États Membres, il a souligné les gains d'efficacité réalisés, en particulier dans l'utilisation des ressources à des fins générales, indiquant cependant que la limite de nouvelles réductions de dépenses était sur le point d'être atteinte. Il a noté que le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires, dans son rapport sur l'esquisse du budget consolidé de l'ONUDC pour l'exercice biennal 2008-2009 (E/CN.7/2007/13-E/CN.15/2007/13), avait attiré l'attention sur le fait que de nouvelles mesures telles que le gel de postes ou les restrictions sur les voyages auraient une incidence négative sur l'exécution des programmes. L'écart continu entre les recettes et les dépenses à des fins générales pourrait être comblé par des économies supplémentaires forcées dans le réseau des bureaux extérieurs, mais ces économies pourraient être contre-productives d'un point de vue opérationnel et politique. S'agissant de la définition de priorités pour les programmes, le Directeur de la Division de la gestion a expliqué que cette question était largement déterminée par le niveau élevé des fonds à des fins spéciales, ainsi que par la nécessité de baser le budget-programme sur les projections de recettes connues à l'heure actuelle. Il a expliqué également parce qu'une grande partie des fonds était dépensée en dollars des États-Unis hors de Vienne et que la plupart des dépenses en euros étaient effectuées à Vienne, le fait d'établir le budget partiellement en euros pourrait ne pas permettre de réaliser d'importantes économies. À la différence des institutions spécialisées sises à Vienne, l'ONUDC était tenu par l'Assemblée générale d'établir son budget en dollars des États-Unis.
